

Le plongeon sans fin du marché auto franchit un cap symbolique. En mai, les ventes ont enregistré leur douzième baisse mensuelle consécutive (-10,1 % sur un an, soit 126 813 véhicules écoulés), selon la Plateforme automobile. Par rapport à 2019, la chute est encore plus impressionnante (-34,6 %). L'industrie traîne toujours comme un boulet la pénurie de matériaux électroniques, qui oblige les usines à ralentir, voire stopper, leur production.

## 31 mai

### **La barre des 5 % d'inflation franchie en mai**

Après +4,8 % en avril, l'inflation a atteint +5,2 % sur un an au mois de mai en France, selon une estimation publiée par l'Insee le 31 mai. Cette barre des 5 % n'avait pas été franchie depuis septembre 1985. L'institut statistique relève une hausse des prix dans tous les postes de consommation, et notamment dans l'énergie (+28 % sur un an) et l'alimentation (+4,2 %).

### **Le PIB finalement en repli au premier trimestre**

Contrairement à la prévision d'une croissance à 0,0 %, le produit intérieur brut français s'est contracté de 0,2 % au premier trimestre 2022, a annoncé l'Insee le 31 mai. Cette baisse est liée à la faiblesse de la consommation des ménages (-1,5 %), notamment en matériels de transport (-2,3 %), en autres biens manufacturés (-2,1 %) et dans l'hébergement-restauration (-3,9 %), analyse l'institut statistique.

### **La France toujours leader des investissements étrangers en Europe**

La France fait cette année encore la course en tête du baromètre EY de l'attractivité en Europe. Avec 1 222 projets annoncés en 2021 (+24 % par rapport à 2020) selon les chiffres du cabinet de conseil, elle reste pour la troisième année consécutive la première destination des investissements directs étrangers sur le Vieux continent, creusant l'écart avec le Royaume-Uni (993 projets, +2 %) et l'Allemagne (841 projets, -10 %). L'Île-de-France conserve la tête des régions les plus attractives avec 291 projets d'investissements étrangers recensés en 2021, devant l'Auvergne-Rhône-Alpes (146) et le Grand Est (109).

## Une aide pour les PME exposantes dans les foires et salons

Pour aider le secteur de l'événementiel à repartir suite à la crise du Covid, le gouvernement donne un coup de pouce financier aux PME qui exposent dans des salons professionnels. Un décret liste 79 foires et salons éligibles à ce dispositif.

▶ **A lire :** Attractivité des salons : ces événements pour lesquels les PME exposantes peuvent bénéficier d'une aide

## 30 mai

### Pas de "rattrapage" sur les prix de l'énergie

A l'occasion d'un point le 30 mai sur le "bouclier énergétique" mis en place par le gouvernement pour amoindrir les effets de la crise sur les marchés de l'énergie, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a annoncé qu'il n'y aurait "aucun rattrapage" sur la facture d'électricité des consommateurs en 2023 même si les prix de l'électricité continuent d'augmenter. Par ailleurs, le plafonnement du prix de l'électricité "sera maintenu tout au long de l'année 2022", a-t-il répété. Ce gel s'applique également aux prix du gaz.

### Contrôle fiscal en entreprise : les bonnes pratiques

Chaque année, environ une entreprise sur quinze est contrôlée par l'administration fiscale. Événement normal dans la vie d'une entreprise, le contrôle fiscal n'en demeure pas moins une épreuve redoutée par les dirigeants. Voici quelques bonnes pratiques à adopter pour l'aborder le plus sereinement possible.

▶ **A lire :** Comment faire face à un contrôle fiscal ?

### Groupe Pilote booste sa production de camping-cars

Le fabricant de camping-car Pilote modernise son outil de production pour être en mesure de produire jusqu'à 12 000 véhicules par an à compter de 2024. Une montée en cadence permise par l'investissement de 20 millions d'euros sur son site historique de La Limouzinière (Loire-Atlantique) et dans

ses usines du Maine-et-Loire et d'Allemagne.

▶ **A lire :** Porté par le marché, Groupe Pilote s'équipe pour produire plus de camping-cars en 2024

## 25 mai

### **Petite hausse du chômage de catégorie A en avril**

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité) accuse une légère hausse de +0,3% en France (hors Mayotte) en avril 2022, s'établissant à 3,18 millions de personnes, soit 9300 demandeurs d'emploi en plus par rapport à mars, selon les chiffres de la Dares (ministère du Travail). En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant eu une activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi en France (hors Mayotte) est cette fois en baisse de 0,7% par rapport à mars (5,46 millions de personnes).

### **Chute de 20% des ventes de logements neufs au 1<sup>er</sup> trimestre**

Les ventes totales de logements neufs au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 sont en baisse de plus de 20 %, comparées à celles de la même période en 2021, selon l'observatoire de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI).

"Conséquence des refus de permis toujours plus nombreux et de la hausse des coûts de construction qui impacte l'équilibre financier des opérations, le nombre de logements neufs mis en vente chute de 30,5 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021", écrit l'organisation professionnelle.

### **La confiance des ménages en légère baisse en mai**

"La confiance des ménages continue de diminuer en mai" bien que "moins fortement qu'en mars et avril", rapporte l'Insee dans son enquête mensuelle de conjoncture. L'indicateur de confiance se chiffre à 86, un faible score comparé à sa moyenne de longue période (de 1987 à fin 2021), qui se situe à un niveau 100. En mai 2022, la part des ménages qui considèrent que le niveau de vie en France va s'améliorer au cours des 12 prochains mois recule notamment. En revanche, les craintes liées l'évolution du chômage s'atténuent.

## Le mirage de la transformation numérique des entreprises

Une étude menée par l'école de commerce EM Normandie pointe le retard pris par les entreprises dans leur transformation numérique. Pourtant, l'utilisation d'outils d'analyse de données et de gestion de projets pourrait être très profitable au développement des entreprises. Mathilde Aubry, professeure associée en économie à l'EM Normandie, explique les enseignements de cette étude et les enjeux d'une transformation digitale réussie.

▶ **A lire, notre interview :** "Il n'y a pas encore de véritable transformation numérique dans les entreprises"

## Pure Salmon investit dans le saumon en Gironde

Le singapourien Pure Salmon Group a choisi le terminal du Verdon, en Gironde, pour implanter sa toute première ferme aquacole de saumons en France. Il investira 275 millions d'euros sur ce site classé "clés en main" par le gouvernement.

▶ **A lire :** Pure Salmon investit 275 millions d'euros pour ses saumons "made in" Gironde

# 24 mai

## Les aides à l'apprentissage seront prolongées

Mises en place à l'été 2020, elles devaient s'arrêter à la fin du mois de juin. Les aides à l'apprentissage seront finalement prolongées, a assuré le nouveau ministre du Travail Olivier Dussopt au micro de RTL. Au moins jusqu'à la fin de l'année. Ces aides permettent à l'entreprise de toucher 5 000 euros (si l'apprenti est mineur) ou 8 000 euros (s'il est majeur) pour la signature d'un nouveau contrat d'apprentissage. Elles ont eu un franc succès, les entreprises ayant récupéré 4 milliards d'euros grâce à ces aides qui ont contribué à fortement développer l'apprentissage. L'an passé, les entreprises françaises ont recruté 718 000 apprentis, 36% de plus qu'en 2020. Olivier Dussopt compte porter ce nombre à un million.

## Record de ventes de voitures électriques

Dans un marché automobile en berne, les ventes de véhicules électriques sont au beau fixe. 6,6 millions de véhicules électriques ont été vendus dans le monde en 2021, soit deux fois plus qu'en 2020, selon l'Agence internationale de l'énergie. Pesant 10% des ventes de voitures neuves, les voitures électriques continuent sur leur lancée cette année. Au premier trimestre, il s'en est vendu 2 millions, soit 75% de plus qu'au premier trimestre l'an passé. Attention toutefois, prévient l'Agence internationale de l'énergie : les tensions sur des matériaux comme le lithium, exacerbées par la guerre en Ukraine, pourraient créer des goulets d'étranglement sur la chaîne d'approvisionnement.

## Un prêt à taux zéro pour les TPE qui optent pour un véhicule électrique

À partir de janvier 2023, une expérimentation de prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule électrique ou hybride démarrera dans les zones à faibles émissions mobilité et pour les TPE. Sous conditions, ces entreprises pourront solliciter un prêt de 30 000 euros maximum.

**▶▶ A lire :** Les TPE vont pouvoir bénéficier d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule peu polluant

## Impôt minimum sur les multinationales : Le Maire espère un accord le 17 juin

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire espère que l'Europe signera un accord sur la taxation minimale des entreprises le 17 juin, lors de la prochaine réunion des ministres des finances européens. Seule la Pologne empêche désormais ce projet de directive, qui nécessite d'être adoptée à l'unanimité des 27 états membres. Pour lutter contre les paradis fiscaux, le texte instaurerait une taxation de 15% minimum sur les bénéfices pour les multinationales réalisant au moins 750 millions d'euros de chiffre d'affaires.

## Le vignoble bordelais veut arracher ses vignes pour sortir de la crise

La crise dure dans le bordelais, avec une production supérieure aux ventes. Pour sortir de l'ornière, les représentants du Conseil Interprofessionnels des Vins de Bordeaux veulent réduire la voilure en arrachant une partie du vignoble. Ils espèrent auparavant faire évoluer la législation européenne pour réussir à obtenir des aides financières.

▶ **A lire :** [Le vignoble bordelais plaide pour l'arrachage de vignes](#)

## 23 mai

### **Salaires : Bruno Le Maire met la pression aux entreprises**

Dossier brûlant en perspective pour le gouvernement : la préparation du projet de loi sur le pouvoir d'achat. Bruno Le Maire recevait ce lundi les représentants de plusieurs organisations patronales pour évoquer ce sujet, avec un message assez clair : « Chacun doit participer à la lutte contre l'inflation. Tout ne peut pas reposer sur les épaules de l'Etat ». Alors que le gouvernement compte prolonger son bouclier tarifaire sur le prix de l'énergie et les ristournes sur le prix des carburants, aux entreprises aussi de faire le job, tonne le patron de Bercy. Il les invite à actionner la prime Macron, qui doit prochainement tripler, et à augmenter les salaires, une question « centrale dans notre capacité à maintenir la cohésion de la nation ».

### **Pas de hausse des salaires uniformes, répond le patronat**

On fera ce qu'on pourra. C'est en substance ce que répondent les organisations patronales au patron Bercy. « Il n'y aura pas de hausse de salaire uniforme », prévient ainsi sur *France Info* François Asselin. Le président de la CPME rappelle qu'une entreprise ne pas redistribuer à ses salariés plus que ce qu'elle a gagné. Et que les temps sont durs, du fait des hausses des prix des matières premières et de l'énergie. Pour davantage d'efficacité, François Asselin demande à l'Etat de baisser les charges patronales sur les heures supplémentaires et de laisser la possibilité aux entreprises d'étaler dans le temps le versement de la prime Macron. De son côté, le patron du Medef a appelé la semaine passée le gouvernement à davantage cibler son projet de loi, et en a profité pour rappeler que les entreprises jouaient déjà le jeu. Lors des négociations annuelles obligatoires,

elles ont augmenté les salaires d'environ 3% en moyenne, a estimé Geoffroy Roux de Bézieux sur *France Inter*. Un beau geste, insuffisant toutefois face aux 5% d'inflation.

## Pouvoir d'achat : le projet de loi sera adopté avant les législatives

A l'issue du premier conseil des ministres du gouvernement Borne, la porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire a précisé le calendrier du projet de loi sur le pouvoir d'achat. Il sera adopté en conseil des ministres avant les législatives. Il sera ensuite présenté au Parlement juste après les élections.

## Commande publique : les entreprises vont devoir montrer patte verte

Précisant la loi Climat votée l'été dernier, un nouveau décret publié au début de ce mois de mai exige des acheteurs publics de mieux intégrer le développement durable lors de la passation et l'exécution de contrats. Pour décrocher des marchés publics, les entreprises fournisseuses vont devoir s'adapter à des critères environnementaux plus exigeants.

▶ **A lire :** [Le verdissement de la commande publique accélère](#)

## Pimkie en quête d'un repreneur

La famille Mulliez vient d'annoncer la mise en vente de son enseigne de prêt-à-porter Pimkie. Employant 1 500 salariés, celle-ci compte 230 boutiques en France et fait face à des difficultés financières depuis plusieurs années.

▶ **A lire :** [L'enseigne de prêt-à-porter Pimkie mise en vente par la famille Mulliez](#)

## Lhyfe réussit son entrée en Bourse

Le producteur d'hydrogène décarboné Lhyfe annonce le succès de son introduction sur le marché boursier d'Euronext Paris. La PME de 82 salariés réalise une augmentation du capital d'un montant de 110 millions d'euros. L'entreprise nantaise projette de réaliser 200 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2026.

▶ **A lire :** [Lhyfe lève 110 millions d'euros en Bourse](#)

## En Auvergne-Rhône-Alpes, les entreprises du BTP bousculées par l'inflation

« En fin d'année, on se retrouvera avec une hausse des coûts entre 5 et 10 %, peut-être plus pour les produits de la construction : quelle entreprise peut porter seule ces surcoûts, avec une rentabilité moyenne dans la filière BTP à 3 % ? ». Comme beaucoup de dirigeants d'entreprise en France, Samuel Minot, président de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics (FBTP) Rhône et Métropole, s'inquiète de l'envolée des prix des matières premières et de l'énergie. Comment les entreprises du BTP font face à cette situation ? En d'Auvergne-Rhône-Alpes, *Le Journal des Entreprises* a mené l'enquête.

▶ **A lire :** Comment les entreprises du BTP d'Auvergne-Rhône-Alpes font face à l'envolée des prix

## 20 mai

### 📍 Nouveau gouvernement : renaissance... ou recyclage ?

Bruno Le Maire à l'Économie, Olivier Dussopt au Travail, Marc Fesneau à l'Agriculture, Agnès Pannier-Runacher à la Transition énergétique et Amélie de Montchalin à la Transition écologique. Voici les principaux noms du nouveau gouvernement à retenir pour les entreprises. Pas de nouvelles têtes à se mettre sous la dent donc, car ces cinq ministres officiaient déjà dans le gouvernement Castex. Dans d'autres fonctions certes, mis à part pour l'indéboulonnable locataire de Bercy Bruno Le Maire. Les temps sont assurément au recyclage dans le gouvernement, comme dans l'économie. Cela tombe bien : le recyclage, c'est ni plus ni moins une forme de renaissance, nom du nouveau parti d'Emmanuel Macron...

▶ **A lire :** Le Maire, Dussot, de Montchalin... : Élisabeth Borne forme son gouvernement

### Inflation : le patron de Medef ne veut plus de « quoi qu'il en coûte »

« On ne peut pas se payer collectivement un quoi qu'il en coûte en permanence ». Quelques heures avant la nomination du nouveau gouvernement, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux met en garde, au micro de France Inter, l'exécutif sur la tentation de mettre en place

des aides financières massives pour faire face à l'inflation. Dans son collimateur : le projet de loi sur le pouvoir d'achat qu'Elisabeth Borne doit présenter après les législatives. Face à l'explosion des prix, Geoffroy Roux de Bézieux en convient, il faut aider les Français, « mais le faire de façon plus ciblée ». Ainsi, plutôt que de prolonger le coup de pouce de 18 centimes sur les prix des carburants, le président du Medef défend la possibilité pour un chef d'entreprise de distribuer des « chèques essence défiscalisés » aux salariés qui doivent se déplacer en voiture pour aller travailler.

## Les créations d'entreprise reculent

Près de 85 600 nouvelles entreprises ont vu le jour au mois d'avril, selon l'Insee. C'est 2,5% de moins qu'en mars. Les créations d'entreprises classiques (34 000 en avril) reculent de 1,2%, moins fortement que les micro-entrepreneurs (-3,4%). Sur un an la création d'entreprise demeure bien orientée en France, en croissance de 2,1%.

## L'hôtellerie reprend son souffle

La levée des contraintes sanitaires fait du bien à l'hôtellerie française. En mars, le taux d'occupation des hôtels tricolores s'établit à 56%, en progression de 8 points par rapport au mois de février, selon une étude d'In Extenso. Les hôtels ayant une clientèle d'affaires et de congrès enregistrent toutefois des performances en retrait. Si les chiffres s'améliorent, les taux d'occupation demeurent inférieurs de 10% par rapport à 2019.

## Bas les masques en Alsace !

La fin de l'obligation du port du masque sanitaire ne fait pas que des heureux. Le groupe allemand Dräger s'apprête à licencier l'intégralité du personnel de son usine alsacienne d'Obernai, soit 28 personnes. Cette unité de production de masques sanitaires a été lancée à l'automne 2020. Elle a nécessité 20 millions d'euros d'investissement et a employé jusqu'à 100 salariés. Mais depuis, la demande de masques s'est écroulée.

 **A lire :** [Le fabricant de masques Dräger licencie son personnel dans son usine d'Obernai](#)

# 19 mai

## Le plan de l'Europe pour se passer du gaz russe

La Commission européenne vient de présenter son plan RepowerEU afin de réduire la dépendance des pays de l'union à l'égard des énergies fossiles provenant de Russie. Ce plan actionne trois leviers. Il s'agit d'abord de demander aux entreprises et ménages européens de faire des économies d'énergies, en les encourageant via des mesures fiscales. L'Europe compte ainsi réduire de 13% sa consommation d'énergie d'ici à 2030. La Commission européenne compte également diversifier ses fournisseurs énergétiques. L'Europe compte enfin mettre le paquet sur les énergies renouvelables. Solaire, hydrogène vert, pompes à chaleur, éoliennes : la commission porte de 40 à 45% son objectif d'énergies renouvelables en 2030

## Santé : Plus d'un millier de TPE et PME réunit au sein d'Enosis Santé

BioValley France (Strasbourg), Eurobiomed (Marseille) Lyonbiopôle Auvergne-Rhône-Alpes et Medicen Paris Région : quatre pôles de compétitivité spécialisés dans la santé créent Enosis Santé. Cette association a vocation à porter la voix des 1 200 membres, dont un millier de TPE et PME, des quatre pôles de compétitivité.

## Ça sent bon pour Adopt'

Joli tour de table pour Adopt'. Le groupe cosmétique girondin, qui fabrique et distribue des parfums, vient de lever 26 millions d'euros pour accélérer sa croissance et augmenter sa capacité industrielle à Cestas, en Gironde.

 **A lire :** Adopt' lève 26 millions d'euros et augmente sa production à Cestas

## Sale temps pour Vallourec

Premier plan social d'envergure à gérer pour la Première ministre Elisabeth Borne. Le groupe francilien Vallourec va supprimer 2 950 de ses 17 000 postes. 320 postes concernés sont situés en France. Le fabricant de tubes ferme toutes ses usines européennes, à l'exception de son site d'Aulnoye-Aymeries (Nord).

 **A lire :** Vallourec s'apprête à supprimer 250 postes dans le Nord